1. *La nouvelle raison du monde* se présente, en premier lieu, comme un ouvrage de clarification politique. La compréhension du néolibéralisme, selon vous, a une "portée stratégique" fondamentale pour le changement social. En ce sens, les "erreurs de diagnostics" sur celui-ci peuvent engendrer des conséquences politiques néfastes. A quelles erreurs de diagnostics vous referez vous fondamentalement? En quoi consistent-elles? Quelles conséquences "politiques" ou "stratégiques" impliquent-elles ou peuvent-elles impliquer?

Vous avez tout à fait raison d’insister sur cette portée politique de l’ouvrage, elle fait partie de nos intentions. Nous sommes partis du constat suivant, à la fois intellectuel et politique  : nous pensons connaître le néolibéralisme alors qu’en réalité nous ne savons pas exactement ce qu’il est et d’où il vient ; résister efficacement, lutter contre une situation intolérable, suppose non seulement une bonne organisation et une bonne stratégie, mais aussi et surtout une intelligence collective de la situation, laquelle intelligence ne peut venir que de travaux approfondis qui sont discutés par et dans les mouvements. Or l’analyse et la dénonciation du néolibéralisme sur lesquelles s’appuyaient les mouvements sociaux et les contestations politiques depuis les années 90 nous ont semblé incomplètes ou fausses. C’est pourquoi nous avons entrepris cette grande enquête sur le néolibéralisme. La première erreur, la plus évidente, que nous voulions combattre a consisté à croire qu’une crise économique, monétaire ou budgétaire, suffirait à lever l’hypothèque néolibérale. C’est ce que beaucoup ont cru en 2008. Stiglitz parlait de « fin du néolibéralisme » à cette époque et il n’était pas le seul.  Or, tout notre livre est fait pour montrer que le néolibéralisme a une longue histoire, une grande cohérence et une consistance institutionnelle, c’est-à-dire autant de caractéristiques qui expliquent pourquoi le néolibéralisme ne s’est pas écroulé ni en 2008 ni depuis 2008, qu’il s’est même approfondi, radicalisé, étendu avec la crise de la dette publique qui a servi de prétexte et de levier pour accélérer la transformation de la société. La seconde erreur, qui est liée à la première, consistait à voir dans le néolibéralisme une idéologie ou une doctrine économique fausse, archaïque. Or, à l’évidence le néolibéralisme n’est pas seulement une doctrine fausse, il est beaucoup plus qu’une idéologie mensongère, c’est un ensemble de pratiques et de normes qui ont été construites politiquement, institutionnellement, juridiquement. C’est une construction qui se donne bien sûr idéologiquement pour naturelle, qui voudrait parfois se donner comme une émanation de la nature humaine, mais qui n’est pas seulement cela. Le propre de l’idéologie consiste à *naturaliser ce qui est politiquement construit*. Oublier cette construction en ne voyant que l’idéologie naturalisante, c’est tomber dans le piège de cette naturalisation. Cette erreur repose sur une idée très courante qui ne veut voir dans le néolibéralisme qu’une résurgence du libéralisme classique du XVIIIe siècle, sous son aspect le plus spontanéiste que l’on pense trouver chez Adam Smith par exemple. Dénoncer le néolibéralisme comme si nous avions affaire au « naturalisme » libéral du XVIIIe siècle, c’est se tromper d’époque et de cible. Croire que le néolibéralisme n’est qu’une rénovation de la doctrine de Smith, c’est d’une façon assez paradoxale, accepter l’opération propre de l’idéologie qui est de masquer la construction juridico-politique qui est le résultat des politiques néolibérales. Mais c’est surtout refuser de considérer ce qu’il y a de « néo » dans le *néo*libéralisme, ce qui est en lui profondément nouveau historiquement. Le paradoxe de cette position qui ne voit dans le *néo*libéralisme que de l’*archéo*libéralisme, de l’ancien sous des couleurs rafraîchies, c’est que le néolibéralisme historique, le véritable néolibéralisme s’est constitué à partir des années 1930 dans différents pays (Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, Autriche, Allemagne) pour refonder le libéralisme sur de nouvelles bases. Le néolibéralisme est le fruit historique d’une multitude d’efforts d’ailleurs hétérogènes pour refonder un libéralisme classique qui avait manifestement échoué à établir la prospérité et la paix. Il y a une autre erreur d’appréhension qui consite à penser que le néolibéralisme est une certaine forme de « politique économique » et donc qu’il concerne avant tout les économistes. Or le néolibéralisme concerne l’économie, mais pas seulement l’économie. Il vise à transformer la société et la subjectivité. Enfin la dernière erreur, qui n’est pas la moins coûteuse, consistait à penser que le néolibéralisme est un « produit » étranger à l’Europe, qu’il a été importé des Etats-Unis ou de Grande Bretagne, qu’il est l’expression ou la traduction de la domination américaine ou anglo-américaine. C’est encore l’idée propagée par la plupart des sociaux-démocrates européens que la meilleure façon de s’en protéger est de « construire l’Europe ». C’est là l’erreur la plus grave que la sociale-démocratie européenne est en train de payer cher, que les socialistes français par exemple sont en train de « payer cash » aujourd’hui.

2- Votre livre signale comme question-clé l’analyse de la différence entre le libéralisme (au XIXº siècle) et le néolibéralisme (du XXº siècle). Quels sont les grands traits qui les différentient? Comment le néolibéralisme s’est-il installé, quelle en ait la généalogie? En définitive, comment la "nouvelle raison du monde" a réussi à réaliser ce qui, pendant une longue période du XXe siècle, a été le rêve de "quatre fous"?

2a.- ¿Que signifie le fait que le néolibéralisme soit la "nouvelle raison du monde"? En premier lieu, pourquoi parler de "raison”? Et, ensuite de quel “monde” s’agit-il?: les ouvriers et ouvrières du Bangladesh partagent la même subjectivité que les ouvriers et ouvrières migrants chinois/es ou les “intermittents” du spectacle français? Le néolibéralisme constitue une raison du monde “totale et totalisatrice”, mais comment est-ce possible si un de ses traits consiste précisément à générer des différentiations permanentes?

Oui, il faut revenir sur ce point. Il nous importe en effet de dissiper une confusion très fréquente, notamment à gauche, entre libéralisme classique et néolibéralisme. Le libéralisme classique s’est constitué au XVIIIe siècle autour de la question des limites de l’intervention gouvernementale. Schématiquement, trois réponses étaient données à cette question : le marché laissé à son « cours naturel » (Smith), le calcul d’utilité (Bentham), ou encore les droits naturels des individus (Locke) constituaient le principe de cette limitation. Le début du XIXe siècle voit le libéralisme, tout particulièrement le dogme du« laisser faire », entrer en profonde crise. Avec le néolibéralisme c’est une tout autre question qui se substitue à celle des limites : il s’agit non de limiter mais d’étendre. En l’occurrence il faut étendre la logique du marché au-delà de la stricte sphère du marché et à cette fin réformer le fonctionnement interne de l’Etat de manière à faire de ce dernier le levier de cette extension. Mais il faut éviter de céder à une vision conspirationniste de la mise en place du néolibéralisme : la « nouvelle raison du monde » ne s’est pas imposée à partir de la volonté d’un état-major politique mondial, pas plus qu’elle n’a résulté de l’application d’une doctrine toute faite, elle a procédé d’une convergence pratique entre des expérimentations politiques très diverses menées par différents gouvernements dans les années 1980, convergence qui a abouti au consensus de Washington. Mais aucun « fou » n’avait par avance élaboré le plan d’un nouvel ordre mondial fondé sur la norme de la concurrence. Le néolibéralisme est en ce sens ce que Michel Foucault appelle un « effet global », à savoir l’effet de processus très hétérogènes et non la mise en pratique délibérée d’une idéologie ou d’une doctrine.

C’est justement pourquoi nous parlons de « raison » au sens d’une « rationalité », c’est-à-dire d’une logique commandant les pratiques de l’intérieur, et non au sens d’une motivation idéologique ou intellectuelle. Le néolibéralisme ne fait pas de l’adhésion à une doctrine la condition du gouvernement des hommes, il mise avant tout sur la contrainte exercée sur les individus par les situations de concurrence qu’il met activement en place. Cette raison du « monde » est mondiale par son échelle et « fait monde » en ce sens qu’elle traverse toutes les sphères de l’existence humaine sans se réduire à la sphère proprement économique. Aussi parlons-nous de « cosmo-capital » et de « cosmo-capitalisme ». Il ne faut pas s’y tromper : on a bien affaire à une totalisation pratique, mais certainement pas à un « totalitarisme inversé » comme le disent certains. Ce n’est pas la sphère économique qui tend à absorber toutes les autres sphères, mais la logique du marché qui s’étend à toutes les sphères sans détruire pour autant toutes les différences. Cette totalisation est en réalité solidaire d’une individualisation extrême, elle n’est donc pas synonyme d’homogénéisation ou d’uniformisation, elle n’a rien à voir avec l’utopie du « village planétaire », elle produit et entretient en permanence des polarisations et des différenciations (entre les nations, entre les catégories sociales, à l’intérieur d’une même nation ou région, etc.) dont elle joue pratiquement pour mieux imposer la norme de la concurrence. L’universalité de cette norme n’implique donc en rien une homogénéisation.

3-Une des idées les plus fortes de l’ouvrage nous a semblé le fait de caractériser le néolibéralisme comme une “forme de vie” et non pas comme quelque chose d’extérieur aux sujets. Qu’implique le fait que le néolibéralisme soit une forme de vie? Quelle forme de vie, concrètement parlant? Comment se produit cette forme de vie, au moyen de quelles normes, dispositifs, institutions? Quelle nouveauté introduirait l’“individu compétitif” néolibéral par rapport à “l’Homo oeconomicus” du libéralisme classique?

Le néolibéralisme pour nous concerne beaucoup plus qu’un type de capitalisme : c’est une *forme de société* et même *une forme d’existence*. C’est la manière de vivre, les rapports aux autres et même la façon dont nous représentons nous-mêmes qui est en question. Nous n’avons pas affaire seulement à une doctrine et à une politique économique, mais à un véritable projet de société qui est en train de se construire, et même à une certaine fabrication de l’homme. Le néolibéralisme implique et engage tout l’humain, c’est cela qu’il importe de comprendre. Et pour le comprendre, il faut peut-être revenir à la grande intuition de Foucault selon laquelle le néolibéralisme s’est déployé comme une réponse à une véritable crise générale de gouvernement des individus dans les années 60 et 70. En s’intéressant aux luttes des travailleurs, mais aussi aux luttes des femmes, des étudiants, des homosexuels, des artistes et des malades, il entrevoit que les réponses gouvernementales apportées à ces luttes très diverses sont en train de trouver avec le  néolibéralisme une possible cohérence à la fois théorique et pratique. Il a l’intuition en somme que les dispositifs de contrôle de la population et d’orientation des conduites qu’il étudiait au XVIIIe siècle (la « biopolitique ») vont trouver une systématisation tout à faite inédite dans le néolibéralisme.

Ce qui apparaît alors, dans ces années 70, est assez original. Et c’est tout l’apport de son cours sur la *Naissance de la biopolitique* de le souligner Le néolibéralisme est *producteur* d’un certain type de relations sociales, de certaines manières de vivre, de certaines subjectivités. La concurrence et le modèle entrepreneurial deviennent un mode général de gouvernement et même une sorte de mode d’existence, une forme de gouvernement de soi. L’exigence de « compétitivité » est devenue un principe politique général qui commande aux réformes dans tous les domaines, même les plus éloignés des affrontements commerciaux sur le marché mondial, et une manière obligatoire d’être, elle est l’expression la plus claire que l’on a bien affaire à une extension de la rationalité de marché à toute l’existence à travers la généralisation de la forme-entreprise. C’est cette « rationalisation de l’existence », qui, ultimement, peut avoir pour effet comme le soulignait M.Thatcher, de « changer l’âme et le cœur » (« Economics are the method. The object is to change the soul »).

Le néolibéralisme définit donc une certaine *norme de vie* qui enjoint à chacun de vivre dans un univers de compétition généralisée. Ce ne sont pas seulement les salariés des différentes pays qui entrent en lutte économique les uns contre les autres, ce sont tous les individus qui établissent des rapports « naturels » de compétition entre eux. C’est pourquoi chacun est appelé désormais à se concevoir et à se conduire comme une entreprise, comme une « entreprise de soi » disait Foucault. C’est par là que le néolibéralisme se saisit de toutes les dimensions de l’existence humaine. C’est comme si la logique accumulatrice indéfinie du capital était devenue une modalité subjective. Ceci n’est évidemment pas « naturel ». Il y a bien sûr tout un « air du temps », qui valorise par exemple le sport de compétition mais aussi la réussite financière, autant de manière de faire du « toujours plus » une norme. Mais ceci passe très concrètement par des dispositifs très variés, par exemple : par la destruction des protections sociales, par l’affaiblissement du droit du travail, par le développement voulu de la précarité de masse, par l’endettement généralisé des étudiants et des familles. Il s’agit de plonger le maximum de gens dans un univers de compétition et de leur dire : « que le meilleur gagne ! ». Être entreprise de soi suppose de vivre entièrement dans *le risque*. Si chacun doit être une entreprise, chacun doit partager un style d’existence économique réservée jusqu’alors aux seuls entrepreneurs.

On peut certes voir dans le néolibéralisme une extension de la figure de « l’homme économique ». Mais sa conception classique au XVIIIe siècle reposait encore sur des vertus personnelles converties par l’utilitarisme en facultés de calcul, l’équilibre, la prudence et la pondération  : équilibre des échanges, comparaison des plaisirs et des peines, recherche du bonheur sans excès destructeur. Nous n’en sommes plus là. Il s’agit au contraire d’une contrainte au dépassement de soi : ce qui suppose d’assumer un déséquilibre permanent dans sa vie, de ne jamais se reposer ou s’arrêter, de se dépasser toujours et de trouver sa jouissance dans ce dépassement même de toute situation acquise.

Un ensemble de techniques contribuent à fabriquer ce nouveau sujet de la performance indéfinie, que nous appellons indifféremment « sujet entrepreneurial » ou « sujet néolibéral ». Tout ce vaste appareillage d’évaluation managériale qui se diffuse partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations et institutions, est constitué de *dispositifs de performance/jouissance* qui peu à peu engendrent un mode nouveau de subjectivation que nous appelons *l’ultrasubjectivation* pour signifier que sa caractéristique principale est l’injonction à aller *au-delà de* soi-même. Le management de la performance et de l’évaluation c’est la modalité du néolibéralisme qui a la plus grande portée pratique sur les individus en les transformant de l’intérieur dans leur activité. En un mot, la nouveauté du néolibéralisme consiste à produire des « sujets entreprenants » qui à leur tour reproduiront, élargiront, renforceront les rapports de compétition entre eux, et qui devront, selon un processus autoréalisateur, s’adapter subjectivement aux conditions toujours plus dures qu’ils produiront par leurs comportements. C’est l’enfer social et intime dans lequel le néolibéralisme nous conduit.

4-Qu’est-ce que la crise a supposé pour le neoliberalisme? A remis en question sa légitimité? Si c’est le cas, cela a-t-il affecté la gouvernementalité libérale? De quelle manière et à quel degré?

Notre livre, qui a été publié pour la première fois en France au début de l’année 2009, explique pourquoi le néolibéralisme continue et va continuer *de plus belle* après la crise de 2008. C’est bien à quoi on assiste en Europe. Loin d’entraîner un affaiblissement des politiques néolibérales, la crise a conduit à leur *renforcement*, sous la forme de plans d’austérité destructeurs. Ce que montre le déroulement de cette crise, c’est la puissance du cadre institutionnel qui a été mis en place par les politiques néolibérales, un cadre qui s’impose aux acteurs d’aujourd’hui exactement comme l’avaient souhaité les grandes promoteurs de la rationalité néolibérale à partir des années 30. Ne pouvant et ne voulant rompre avec ce cadre, les acteurs politiques sont entraînés dans une fuite en avant pour s'adapter toujours davantage aux effets de leur propre politique antérieure. Comment expliquer par exemple la course suicidaire pour savoir qui sera le champion de l’austérité ? Les plans d’austérité qui diminuent le revenu de la grande masse de la population sont inséparables de la volonté de gérer les économies et les sociétés comme des entreprises « lancées dans la compétition mondiale ». Il faut donc bien saisir que la constitutionnalisation du capitalisme, telle que l’a réalisée l’Union europénne, n’est en rien une contingence plus ou moins accidentelle. C’est le cœur même du néolibéralisme européen. Il s’est agi dès la mise en place des fondations de l’Europe de placer hors d’atteinte de toute volonté démocratique, la logique de marché et ses principales conditions monétaires, sociales et budgétaires. Et ceci quelle que soit la catastrophe à laquelle les politiques conduisent. C’est pourquoi tant qu’on ne changera pas les fondations néolibérales de l’Europe, on observera un approfondissement continu de la logique de concurrence. L’Union européenne, telle qu’elle est concue, est une machine faite pour transformer la société sur le modèle de la concurrence capitaliste généralisée. La mise en concurrence des pays membres ne fait pas seulement qu’avantager les plus forts, elle est censée aussi obliger les moins compétitifs à mener des « réformes structurelles » qui introduisent la logique de marché jusqu’au cœur des États et des rapports sociaux. L’impératif de la  compétitivité  encourageant chaque pays membre à faire usage du dumpng fiscal et salarial pour attirer les capitaux chez lui est en réalité un principe autodestructeur de la démocratie et de l’Europe. En mettant l’accent sur la dimension « institutionnelle » et « productrice » du néolibéralisme, cette analyse nous permet donc de penser la crise actuelle autrement que comme la conséquence d’un « excès de la finance » ou comme un effet de la « dictature des marchés ». La crise que nous traversons est une crise globale du néolibéralisme comme mode de gouvernement des économies et des sociétés fondé sur la mise en marché et la concurrence généralisées.

5- Vous affirmez "qu’on ne sort pas d’une rationalité ou d’un dispositif par un simple changement de politique, pas plus qu’on n’invente pas une autre manière de gouverner les hommes en changeant de gouvernement". Mais, imaginez-vous des possibilités “émancipatrices” pour le pouvoir politique? Par exemple, en Amérique Latine, certaines lectures des “gouvernabilités progressistes” (Equateur, Venezuela, Brésil, etc.) signalent que leur politiques ont remis en question le cadre néolibéral et évoquent même un “post-néolibéralisme”. En Espagne (ou en Grèce) beaucoup de gens voient dans la question électorales une pièce-clé dans la stratégie politique actuelle. Comment envisagez-vous les possibilités du “pivot institutionnel” pour promouvoir/contribuer a le changement social? Ou bien s’agit-il, selon vous, de promouvoir des formes de subjectivation alternatives, en dehors de l’État et du marché?

5b- Comment différentiez-vous le “gouvernement comme institution” et le “gouvernement comme activité”?

Le gouvernement comme « institution » nous renvoie immédiatement à l’Etat et à ses dirigeants, tandis que le gouvernement comme « activité » désigne la manière dont des hommes, qu’ils soient ou non gouvernants, c’est-à-dire membres d’un gouvernement, conduisent d’autres hommes en s’efforçant d’orienter et de stimuler leurs conduites. Le mode de gouvernement est donc une manière pour des hommes de « conduire la conduite » d’autres hommes, pour reprendre l’expression de Foucault. Ce que nous voulons dire, c’est qu’un simple changement d’équipe gouvernementale par suite d’une alternance électorale entre des partis ne suffit pas, tant s’en faut, à changer le mode de gouvernement des hommes. L’exemple de l’alternance en France le montre très clairement : la politique de Hollande s’inscrit dans la parfaite continuité de celle menée auparavant par Sarkozy, il n’y a à cet égard pas la moindre rupture mais la poursuite du mode de gouvernement néolibéral sous d’autres habillages (« choc de compétitivité », « patriotisme économique », etc.). L’essentiel est de comprendre qu’aucun gouvernement, si « progressiste » soit-il, ne peut émanciper le peuple, il ne peut que l’aider à réaliser sa propre émancipation, ce qui est déjà beaucoup. Pour cela il doit favoriser à tous les niveaux (du local au national) la participation des citoyens à l’activité de gouvernement elle-même. Le seul gouvernement dont l’activité soit un point d’appui pour l’émancipation est celui qui aide pratiquement à la constitution de l’autogouvernement. Hors cette voie il n’est point d’issue et l’expérience de l’Amérique latine doit nous inciter à faire la différence entre le Chiapas, qui constitue une authentique expérience d’émancipation, et les gouvernements dits « progressistes » qui n’ont pas vraiment rompu avec la logique néolibérale, même lorsqu’ils ont eu recours à la nationalisation de secteurs de l’économie. L’autoritarisme qui entend gouverner « au nom des masses » n’est pas une alternative à la rationalité néolibérale, il ne fait au contraire que la renforcer. Il faut comprendre que l’Etat n’est pas un simple instrument neutre, il impose bien souvent sa propre logique à ceux qui prétendent s’en servir pour le bien du peuple. Ce qui importe ce sont les pratiques de gouvernement des gouvernants : vont-elles dans le sens d’une « dé-étatisation » ou contribuent-elles au contraire à renforcer le pouvoir d’Etat aux dépens de l’auto-gouvernement ? La pire des illusions serait d’attendre du gouvernement comme institution de l’Etat qu’il accomplisse par lui-même l’émancipation des hommes.

6- Vous arrivez à affirmer que “la seule voie praticable est de promouvoir dès à présent des formes de subjectivation alternatives au modèle d’’entreprise de soi”. Selon vous, ces autres formes de subjectivation s’incarnent dans des contre-conduites: quelles sont-elles? Pourriez-vous nous donner des exemples concrets actuels (résistances culturelles, formes de vie, pratiques)?

Il est très important de rappeler en effet que la logique normative du néolibéralisme ne s’impose pas sans résistance et sans création d’alternatives tout à la fois pratiques et théoriques. Elles sont multiples et dispersées. Faute de liaisons concrètes et de théories articulées, elles peinent cependant à être reconnues. Pour le dire simplement, le néolibéralisme rencontre sur son chemin toutes sortes de liens de solidarité, de pratiques collectives, de formes d’existence fondées sur la coopération, l’entraide, le don, la gratuité, enfin toute une consistance sociale et culturelle qui lui résiste. Nous ne sommes pas encore totalement transformés en sujets néolibéraux construits pour la lutte générale contre les autres. Mais à côté de cette résistance passive, faite d’habitudes et de relations immédiates, il y a des conduites beaucoup plus concientes et volontaires de résistance active faite de construction d’alternatives pensées comme telles. C’est à ces formes et à ces pratiques que nous consacrons notre nouveau livre, *Commun* (2014). Nous y observons que dans des domaines très variés, agriculture, arts ou nouvelles technologies, des formes coopératives et collaboratives de production, de consommation, d’éducation et d’habitat se développent, que, par la médiation d’Internet, des communautés actives se forment, que le monde associatif est riche d’initiatives collectives, et surtout qu’ à l’occasion de tous les mouvements sociaux dans le monde, et en particulier en Espagne, des pratiques démocratiques nouvelles émergent de la lutte elle-même. Ces mouvements ont permis à notre réflexion de dépasser le plan « résistanciel » qui était encore assez largement celui de Foucault. Cette logique générale que nous appelons le *commun*, cette rationalité alternative n’est pas seulement négative et réactive, elle est créatrice parce qu’elle pose pratiquement et à chaque fois de façon spécifique la question des institutions démocratiques à construire pour conduire ensemble une activité. L’engagement volontaire dans une pratique collective démocratique c’est pour un individu le seul moyen de vivre à l’abri des énormes pressions marchandes, des contraintes concurrentielles, des obsessions du « toujours plus ». C’est une manière aussi de devenir un véritable « sujet démocratique ». Ce qui est aujourd’hui réaffirmé très fortement, c’est que la forme de l’activité alternative, qu’elle soit économique, culturelle ou politique, est inséparable du but global que l’on poursuit, à savoir la tranformation de la société. C’est cette logique générale que nous appelons la « raison du commun ».

7- Vous mentionnez également la "raison du commun" comme une alternative à la raison néolibérale. En quoi cela consisterait? Comment cela se produirait-il (au moyen de quelles normes, dispositifs, institutions)? Il s’agirait (en imitant paradoxalement l’ennemi) de créer des “situations du commun” dans lesquelles on s’auto-éduquerait, également indirectement, à coopérer, face aux “situations de concurrence” du néolibéralisme qui nous forment comme moi-entreprise? Comment, au moyen de quelles dispositifs? Comment s’articuleraient les contre-conduites et la raison du commun?

Nous faisons de l’institution du commun la tâche fondamentale de notre époque, ce depuis notre premier ouvrage collectif *Sauver Marx ?* (2007). L’expression la « raison du commun » figure en conclusion de *La nouvelle raison du monde* (2009). A la fin de *Marx, prénom : Karl* (2012) nous parlons de « l’horizon de l’émancipation comme institution du commun ». Notre dernier livre, *Commun* (2014), s’achève par ces mots : « il n’y a pas de biens communs, il n’y a que des communs à instituer. » On voit qu’il y a là pour nous un véritable fil conducteur de notre travail depuis 7 ans. De notre point de vue parler de « raison » implique en effet d’opposer cette raison du commun à la raison néolibérale ou raison du marché. Il s’agit par conséquent d’une nouvelle raison *politique*, pour autant que la raison néolibérale est elle-même une raison politique et non une raison purement « économique ». Cependant il convient de s’entendre sur le sens que nous donnons au mot « politique ». Car si la raison néolibérale est « politique », c’est au sens où elle définit un mode de conduction indirecte des individus par la concurrence plutôt qu’un mode de commandement direct. La notion de politique renvoie donc ici à la conception foucaldienne de la « gouvernementalité ». Peut-il y avoir une autre gouvernementalité qui, tout en rompant avec la logique de la concurrence, relève encore de la conduction indirecte des individus ? Dans *La nouvelle raison du monde* nous soulignons la nécessité d’« inventer une autre gouvernementalité » tout en mettant l’accent sur les « contre-conduites », soit sur des conduites de résistance à la gouvernementalité néolibérale. La difficulté est en effet d’articuler ces contre-conduites à une nouvelle raison politique, donc de ne pas en rester à l’opposition aux normes établies. Toute la question est de savoir comment produire de nouvelles normes dans et par les conduites de résistance aux normes en vigueur. La principale limite du concept foucaldien de « contre-conduite » est de s’en tenir à une logique de résistance au pouvoir, comme si la résistance était en elle-même productrice de normes positives. Mais pour surmonter effectivement cette limite, il faut se garder de concevoir la nouvelle raison ou la nouvelle gouvernementalité comme une imitation de la gouvernementalité néolibérale qui la retournerait contre elle-même, comme une « imitation subversive » en quelque sorte. Sans nul doute il s’agit de travailler la création de « situations du commun », mais cette création ne peut être l’œuvre du gouvernement comme institution. Une telle création ne peut être qu’une œuvre collective, celle d’une co-production de normes ou de règles qui engage tous ceux qui y ont participé. C’est là le sens profond du « commun » comme principe politique : il n’y a d’obligation politique (*cum-munus* : co-obligation) que celle qui procède de la coparticipation à la délibération et à la décision. La notion de « politique » prend alors un tout autre sens que celui d’une activité qui relèverait du monopole des gouvernants, même s’ils sont bien intentionnés : celui d’une égalité dans le fait de « prendre part » à la délibération et à la décision par laquelle des hommes s’efforcent de déterminer le juste. Nous renouons ainsi avec l’idée aristotélicienne de la politique.

8- Nous aimerions en savoir davantage sur l’idée de “stratégie sans stratèges”, entendue comme une image possible d’un changement social émancipateur. Comment cette image du changement nous oblige ou requiert de penser l’organisation politique, la tactique, le rôle des militants? Que peuvent faire, ou apporter, les personnes qui –comme nous- désirons promouvoir la raison du commun?

La notion de « stratégie » admet deux sens très différents. Le premier, conforme à une logique militaire assez classique depuis Clausewitz, renvoie au choix de certains moyens pour parvenir à une fin dans une situation donnée, il rapporte tout à des intentions, il invite à penser l’affrontement entre les classes, et par voie de conséquence la résistance à la logique néolibérale, selon le modèle d’un affrontement entre des camps tout constitués à la manière d’armées qui manœuvrent sur un champ de bataille. C’est selon cette logique que les partis se sont construits au XXe siècle dans le cadre de l’Etat-nation, en particulier les partis d’avant-garde de type léniniste : tout était alors subordonné à l’objectif de la prise du pouvoir, y compris le mode d’organisation fondé sur une discipline militaire, ce qui faisait des partis des « contre-Etats », c’est-à-dire des Etats en formation dans leur lutte pour la conquête du pouvoir. Cependant il est un second sens de la notion de stratégie qui fait apparaître l’émergence de l’objectif à partir des conditions d’un affrontement en cours. C’est alors une stratégie qui ne procède pas de l’intention d’un ou de plusieurs sujets, puisque c’est alors l’objectif qui s’impose a des forces en fonction de la logique de leur rapport avec d’autres forces. C’est précisément en ce sens que Foucault parle d’une « stratégie sans stratège ». Mais on ne résout pas le difficile problème de l’organisation politique en privilégiant ce second sens aux dépens du premier. Le combat pour l’émancipation exclut assurément la figure du stratège qui décide à partir d’une position de surplomb du choix des moyens à mettre en œuvre. Mais il faut bien se fixer des objectifs et choisir des moyens. Toute la question est de savoir comment s’accomplit une telle activité. Il faut rompre avec la logique du parti comme « représentant » du peuple ou des masses, quelle que soit la rhétorique adoptée. L’organisation politique de l’avenir doit renoncer à « représenter » le plus grand nombre, en se prévalant d’une compréhension supérieure du sens de l’Histoire, elle doit tout à l’inverse œuvrer à la convergence pratique des résistances dans les secteurs d’activité les plus divers, c’est-à-dire à la construction d’un « commun » véritablement transversal procédant d’une co-activité et d’une co-participation. En ce sens elle doit viser non à sa perpétuation institutionnelle après la révolution, mais à sa propre dissolution dans la démocratie des communs.